

TRACTATENBLAD

VAN HET

KONINKRIJK DER NEDERLANDEN

JAARGANG 1956 No. 47

A. TITEL

*Internationaal Verdrag betreffende het goederenvervoer per spoorweg
(CIM), met Bijlagen en Aanvullend Protocol;
Bern, 25 oktober 1952*

B. TEKST

De Franse tekst van het Verdrag met de Bijlagen II, III, IVa, IVb, VI, IX en X, en van het Aanvullend Protocol is geplaatst in *Trb.* 1953, 66. De Franse tekst van Bijlage V is geplaatst in *Trb.* 1954, 94. Zie voor de Bijlagen VII en VIII hieronder, rubriek J.

C. VERTALING

Zie *Trb.* 1954, 94 en hieronder, rubriek J.

D. GOEDKEURING

Zie *Trb.* 1954, 193.

E. BEKRACHTIGING

Behalve de in *Trb.* 1954, 193 en *Trb.* 1955, 130 genoemde Staten hebben nog de volgende Staten overeenkomstig artikel 64, eerste lid, van het Verdrag hun akte van bekrachtiging bij de Zwitserse Bondsraad nedergelegd:

Italië	9 november 1955
Zuidslavië	18 januari 1956
Portugal	30 januari 1956
Griekenland	15 februari 1956

G. INWERKINGTREDING

Zie *Trb.* 1955, 130.

Ingevolge het bepaalde onder 1° a) en in de op twee na laatste alinea van het op 18 juni 1955 te Bern ondertekende Protocol A zijn de bepalingen van het Verdrag op 1 maart 1956 voor Italië, Zuidslavië en Portugal en op 1 april 1956 voor Griekenland in werking getreden. Zie voor de toepasselijkheid van de bepalingen op het grondgebied van het voormalige Duitse Rijk *Trb.* 1956, 49.

J. GEGEVENS

Zie *Trb.* 1953, 66, *Trb.* 1954, 94 en 193, en *Trb.* 1955, 130.

Zie voor het eveneens op 25 oktober 1952 te Bern ondertekende Internationaal Verdrag betreffende het vervoer van reizigers en bagage per spoorweg (CIV) ook *Trb.* 1956, 48.

Zie voor het op 11 april 1953 te Bern ondertekende Aanvullend Protocol ook *Trb.* 1956, 49.

Het op 18 juni 1955 te Bern ondertekende Protocol A is op 7 september 1955 bekrachtigd door Liechtenstein, op 23 september 1955 ondertekend door Noorwegen en op 27 december 1955 ondertekend door Finland en Turkije.

In overeenstemming met artikel 67, § 4, van het Verdrag zijn Commissies van deskundigen ingesteld, welke Reglementen hebben ontworpen betreffende het vervoer van wagens van particulieren (RIP) en het vervoer van laadkisten (RiCo). Deze Reglementen, welke de Bijlagen VII en VIII van het Verdrag vormen, zijn in overeenstemming met genoemd artikel op 1 maart 1956 van kracht geworden. Tekst en vertaling van deze Bijlagen luiden als volgt:

ANNEXE VII

(Article 59, § 1)

**Règlement international concernant le transport des wagons
de particuliers (RIP)**

Article premier

Objet et portée du règlement

§ 1. Le présent règlement s'applique à tous les transports de wagons de particuliers, vides ou chargés, admis au service international conformément aux dispositions de l'article 2 et remis au transport aux conditions de la „Convention internationale concernant le transport des marchandises par chemins de fer (CIM)”.

§ 2. A défaut de dispositions spéciales dans le présent règlement, les autres prescriptions de la CIM sont applicables aux transports visés au § 1.

Article 2

Admission des wagons au service international

Pour être admis au service international, les wagons doivent être immatriculés au nom d'un particulier (personne physique ou autre sujet de droit) par un chemin de fer soumis à la CIM et munis par ce chemin de fer de la marque distinctive **[P]**

Dans le présent règlement, ce particulier, dont le nom doit être inscrit sur le wagon, est dénommé „titulaire”.

Article 3

Emploi des wagons

L'expéditeur ne peut employer le wagon que pour le transport des marchandises auxquelles il est approprié selon le contrat d'immatriculation. L'expéditeur est seul responsable des conséquences qui résulteraient de l'inobservation de cette disposition.

Article 4

Aménagements et appareils spéciaux

Si le wagon est muni d'appareils spéciaux (appareils réfrigérants, bassins à eau, mécanismes, etc.), il incombe à l'expéditeur d'en assurer ou d'en faire assurer le service. Cette obligation passe au destinataire, dès qu'il a fait valoir ses droits conformément à l'article 16 ou à l'article 22 de la CIM.

Article 5

Remise au transport

§ 1. Le droit de remettre un wagon au transport appartient au titulaire.

Tout autre expéditeur d'un wagon, vide ou chargé, doit remettre à la gare de départ, en même temps que la lettre de voiture, une autorisation émanant du titulaire, laquelle peut viser plusieurs wagons.

Cette autorisation n'est pas exigible si cet expéditeur est le destinataire du wagon lors du transport précédent et si, avant la conclusion du nouveau contrat de transport, la gare n'a pas reçu du titulaire, par lettre ou par télégramme, l'interdiction d'expédier le ou plusieurs wagons sans son autorisation.

§ 2. Sauf ordre contraire du titulaire, le chemin de fer est autorisé à renvoyer d'office à sa gare d'attache aux frais du titulaire, sous le couvert d'une lettre de voiture établie au nom et à l'adresse de ce dernier:

— tout wagon arrivé vide, dont le chargement n'aura pas été commencé dans les quinze jours comptés de sa mise à disposition;

— tout wagon arrivé chargé qui, dans les huit jours comptés de la fin de son déchargement, n'aura pas fait l'objet d'une nouvelle expédition.

S'il n'use pas de cette faculté, le chemin de fer doit, dès l'expiration des délais fixés ci-dessus, aviser le titulaire de la situation de son wagon; dans ce cas, le renvoi d'office du wagon ne peut pas être effectué dans les huit jours qui suivent celui de l'envoi de l'avis au titulaire.

Les dispositions du présent paragraphe ne s'appliquent ni aux wagons se trouvant dans le pays du réseau immatriculateur, ni aux wagons se trouvant sur les embranchements particuliers.

§ 3. Le locataire dont le nom est inscrit sur le wagon avec l'assentiment du chemin de fer immatriculateur est, en ce qui concerne l'exercice des dispositions prévues au présent article, subrogé de plein droit au titulaire.

Article 6

Indications sur la lettre de voiture

§ 1. Outre les mentions prévues par la CIM, l'expéditeur doit inscrire sur la lettre de voiture les indications suivantes:

a) s'il s'agit d'un wagon vide: dans la colonne „Désignation de la marchandise”, la mention „wagon de particulier vide”, les caractéristiques du wagon étant indiquées dans la rubrique „Wagons”;

b) s'il s'agit d'un wagon chargé: dans la colonne „Désignation de la marchandise”, après la nature de la marchandise, les mots „chargée sur wagon de particulier”, les caractéristiques du wagon étant inscrites dans la rubrique „Wagons”.

§ 2. Si l'expéditeur d'un wagon vide désire obtenir une garantie supplémentaire du délai de livraison conformément aux dispositions de l'article 12, il doit inscrire dans la case „Déclaration pour l'accomplissement...”, la mention „Garantie supplémentaire du délai de livraison”.

Article 7

Remboursements et débours

§ 1. Les envois de wagons vides ne peuvent être grevés ni de remboursements ni de débours.

§ 2. Les transports de wagons chargés ne peuvent être grevés d'un remboursement que jusqu'à concurrence de la valeur de la marchandise chargée.

Article 8

Déclaration d'intérêt à la livraison

§ 1. La déclaration d'intérêt à la livraison pour les envois de wagons vides n'est pas admise.

§ 2. La déclaration d'intérêt à la livraison pour le transport d'un wagon chargé ne produit d'effet qu'en ce qui concerne la marchandise chargée.

Article 9

Suspension du délai de livraison

§ 1. Le délai de livraison est suspendu non seulement dans les cas prévus à l'article 11, § 7, de la CIM, mais également pendant toute l'interruption du transport entraînée par une avarie du wagon, à moins que le chemin de fer ne soit responsable de cette avarie aux termes de l'article 13.

§ 2. Lorsque la marchandise chargée sur le wagon avarié est transbordée dans un autre wagon, le délai reprend cours pour la marchandise à partir du moment où, au point de transbordement, elle peut être remise en route.

Article 10

Constatation d'une avarie du wagon ou de perte de pièces

§ 1. Lorsqu'une avarie du wagon ou une perte de pièces est découverte ou présumée par le chemin de fer ou alléguée par l'ayant droit, le chemin de fer est tenu de dresser, conformément aux dispositions de l'article 44 de la CIM, un procès-verbal constatant la nature de l'avarie ou de la perte et, autant que possible, sa cause et le moment où elle s'est produite.

Ce procès-verbal doit être adressé sans délai au chemin de fer immatriculateur, lequel doit aviser le titulaire.

§ 2. Si le wagon est chargé, un procès-verbal distinct doit être, le cas échéant, dressé pour la marchandise, conformément aux dispositions de l'article 44 de la CIM.

Article 11

Avarie d'un wagon empêchant la continuation du transport

§ 1. En cas d'avarie empêchant la continuation du transport d'un wagon expédié vide ou mettant ce wagon hors d'état de prendre charge, la gare où l'avarie est constatée provoque sans délai et directement, par télégramme, les instructions de l'expéditeur. Si celui-ci n'est pas en même temps le titulaire, copie de ce télégramme est envoyée au titulaire à titre d'information.

A défaut d'instructions de l'expéditeur dans un délai de huit jours après la date de l'envoi du télégramme, le chemin de fer est autorisé, après avoir, le cas échéant, mis le wagon en état de circuler à vide, à le renvoyer d'office à sa gare d'attache avec une lettre de voiture établie au nom et à l'adresse du titulaire. Les motifs du renvoi devront être inscrits sur la lettre de voiture dans la colonne „Désignation de la marchandise”.

Les frais de transport et autres frais survenus jusqu'à la gare où le wagon a été arrêté, les frais d'envoi de l'avis à l'expéditeur et, éventuellement, au titulaire ainsi que ceux résultant soit de l'exécution des instructions de l'expéditeur, soit de l'envoi d'office du wagon à sa gare d'attache, grèvent l'envoi.

§ 2. En cas d'avarie empêchant la continuation du transport d'un wagon expédié chargé et si le déchargement est nécessaire, les dispositions du § 1 s'appliquent au wagon déchargé.

§ 3. Le chemin de fer peut, sans avoir à demander d'instructions, effectuer des réparations jusqu'à concurrence de 300 francs or pour permettre la continuation du transport d'un wagon vide ou chargé, sans qu'il soit préjugé pour autant de la responsabilité.

§ 4. Le locataire dont le nom est inscrit sur le wagon avec l'assentiment du chemin de fer immatriculateur est, en ce qui concerne l'exercice des dispositions prévues au présent article, subrogé de plein droit au titulaire.

Article 12

Montant de l'indemnité pour dépassement du délai de livraison

§ 1. Si le chemin de fer est responsable d'un dépassement du délai de livraison d'un wagon vide ou chargé, il est tenu de payer à l'ayant droit une indemnité forfaitaire de 2 francs par journée indivisible de retard, indépendamment de l'indemnité éventuellement due pour le dépassement du délai de livraison de la marchandise chargée.

§ 2. L'expéditeur d'un wagon vide peut demander une garantie supplémentaire du délai de livraison. Il est alors perçu une taxe de 1 franc par fraction indivisible de 100 kilomètres avec un minimum de 10 francs. Dans ce cas l'indemnité forfaitaire est portée à 4 francs par jour, le montant total de l'indemnité versée ne pouvant toutefois pas être inférieur à la taxe perçue pour la garantie supplémentaire.

§ 3. Si le dépassement du délai de livraison a pour cause un dol ou une faute lourde imputable au chemin de fer, le montant de l'indemnité forfaitaire est porté à 4 francs par jour.

Article 13

Responsabilité du chemin de fer en cas de perte ou d'avarie
du wagon ou de ses pièces

§ 1. En cas de perte ou d'avarie du wagon ou de ses pièces survenue à partir de l'acceptation au transport jusqu'à la livraison, le chemin de fer est responsable s'il ne prouve pas que le dommage ne résulte pas de sa faute.

§ 2. En cas de perte du wagon, l'indemnité est limitée à la valeur du wagon; les éléments de cette valeur sont déterminés dans le contrat d'immatriculation.

En cas d'avarie, l'indemnité est calculée suivant les dispositions prévues au contrat d'immatriculation.

§ 3. En cas de perte ou d'avarie d'accessoires amovibles, le chemin de fer n'est responsable que si ces accessoires sont inscrits sur les deux côtés du wagon. Le chemin de fer n'assume aucune responsabilité pour la perte ou l'avarie d'agrès d'outillage amovibles.

§ 4. A moins que l'ayant droit ne prouve que les dommages ont été causés par une faute du chemin de fer, celui-ci n'est responsable

— des dommages survenus aux récipients en grès, verre, terre cuite, etc., que si ces dommages sont en corrélation avec une autre avarie du wagon dont le chemin de fer doit répondre d'après les dispositions qui précèdent;

— des dommages survenus aux récipients comportant des revêtements intérieurs (émail, ébonite, etc.) que si le récipient présente des traces d'avarie extérieures dont le chemin de fer doit répondre d'après les dispositions qui précèdent.

§ 5. Le titulaire est de plein droit subrogé à l'expéditeur ou au destinataire en ce qui concerne le droit à indemnité. Les réclamations administratives ne peuvent être adressées qu'au chemin de fer immatriculateur et les actions ne peuvent être exercées que contre ce chemin de fer, subrogé lui-même de plein droit au chemin de fer responsable.

Article 14

Présomption de perte de wagon. Cas où il est retrouvé

§ 1. Le wagon est considéré comme perdu lorsqu'il ne peut être mis à la disposition du destinataire dans les six mois qui suivent l'expiration du délai de livraison.

Ce délai est augmenté de la durée d'immobilisation du wagon pour toute cause non imputable au chemin de fer ou pour avarie.

§ 2. Si le wagon considéré comme perdu est retrouvé après le paiement de l'indemnité, le titulaire peut exiger, dans un délai de six mois après l'avis qu'il en aura reçu par le chemin de fer immatriculateur, que le wagon lui soit remis, sans frais, à la gare d'attache contre restitution de l'indemnité.

Article 15

Saisies

Les wagons de particuliers ainsi que les objets de toute nature servant au transport, contenus dans ce matériel et appartenant au propriétaire du wagon, ne peuvent faire l'objet d'une saisie sur un territoire autre que celui de l'Etat du domicile du propriétaire, qu'en vertu d'un jugement rendu par l'autorité judiciaire de ce dernier Etat.

Règlement international concernant le transport des containers (RICO)

CHAPITRE PREMIER

Généralités

Article premier

Objet et portée du règlement

§ 1. Le présent règlement s'applique aux transports des containers, appartenant au chemin de fer ou appartenant à des particuliers (personne physique ou autre sujet de droit) et agréés par le chemin de fer, remis au transport aux conditions de la „Convention internationale concernant le transport des marchandises par chemins de fer (CIM)“.

§ 2. Sont considérés comme containers, au sens du présent règlement, les engins (caisses, cadres, citernes, etc.) construits afin de faciliter les transports de marchandises de domicile à domicile soit par chemin de fer seul, soit par transport mixte chemin de fer/autres moyens de locomotion.

Article 2

Dispositions générales

§ 1. Sauf dispositions contraires dans les tarifs, le contenu d'un container ne peut faire l'objet que d'un seul contrat de transport.

§ 2. A défaut de dispositions spéciales dans le présent règlement, les autres prescriptions de la CIM sont applicables aux transports des containers vides ou chargés.

Article 3

Transports à domicile

Pour les envois enlevés ou livrés à domicile par le chemin de fer, le contrat de transport est conclu au domicile de l'expéditeur et terminé au domicile du destinataire.

CHAPITRE II

Containers appartenant au chemin de fer

Article 4

Fourniture. Rémunération

Les containers sont mis à la disposition des expéditeurs dans la limite des possibilités du chemin de fer. Pour l'utilisation des con-

tainers, il peut être perçu une rémunération dont le montant est fixé par les tarifs ou les règlements.

Article 5

Indications sur la lettre de voiture

Outre les mentions prévues par la CIM, l'expéditeur doit inscrire sur la lettre de voiture les indications suivantes:

a) dans la colonne „Adresse ou marques et numéros”, le nom du chemin de fer propriétaire du container, le numéro, la tare en kilogrammes et la contenance en m³ ou en litres;

b) dans la colonne „Désignation de la marchandise”, après les indications relatives à la marchandise, la mention „chargée en container”.

La tare des containers ne doit pas comprendre le poids des dispositifs spéciaux intérieurs et amovibles ayant soit un caractère d'emballage, soit un caractère d'amarrage.

Article 6

Mise à disposition, restitution, manutention

Les tarifs ou les règlements fixent les conditions dans lesquelles les containers sont mis à disposition, le délai dans lequel ils doivent être restitués, les taxes qui sont perçues lorsque ce délai n'est pas respecté ainsi que les conditions dans lesquelles les opérations de chargement et de déchargement doivent être effectuées.

Le chargement comprend non seulement la mise en wagon, mais encore les opérations accessoires notamment l'amarrage des containers.

Article 7

Nettoyage

Le destinataire est tenu de nettoyer les containers après déchargement. Lorsque les containers sont restitués au chemin de fer sans être nettoyés, celui-ci est en droit d'exiger le paiement d'une taxe, dont le montant est fixé par les tarifs ou les règlements.

Article 8

Réutilisation

Les containers livrés chargés ne peuvent être réutilisés par les destinataires pour de nouveaux transports qu'avec le consentement du chemin de fer destinataire.

Article 9

Pertes et avaries

§ 1. Celui qui accepte du chemin de fer un container vide ou chargé est tenu de vérifier l'état de ce container au moment où il est

mis à sa disposition; il est responsable de tous les dommages qui seraient constatés lors de la restitution du container au chemin de fer et qui n'auraient pas été signalés lors de la mise à disposition, à moins qu'il ne prouve que les dommages existaient lorsque le container a été mis à disposition ou qu'ils résultent de circonstances qu'il ne pouvait pas éviter et aux conséquences desquelles il ne pouvait pas obvier.

§ 2. L'expéditeur est responsable de la perte ou de l'avarie d'un container survenue pendant l'exécution du contrat de transport, lorsque celle-ci provient de son fait ou de celui de ses préposés.

§ 3. Lorsque le container n'est pas restitué dans les trente jours qui suivent le jour de la mise à disposition, le chemin de fer peut le considérer comme perdu et exiger le paiement de sa valeur.

CHAPITRE III

Containers appartenant à des particuliers

Article 10

Agrément

Pour être admis au service international, les containers appartenant à des particuliers doivent être agréés par un chemin de fer soumis à la CIM, munis par ce chemin de fer de la marque distinctive **[P]** et satisfaire, en ce qui concerne leur construction et leurs inscriptions, aux conditions prévues à cet effet.

Article 11

Aménagements spéciaux

Si les containers de particuliers sont munis d'appareils spéciaux (appareils réfrigérants, bassins à eau, mécanismes, etc.), il incombe à l'expéditeur d'en assurer ou d'en faire assurer le service. Cette obligation passe au destinataire dès qu'il a fait valoir ses droits conformément à l'article 16 ou à l'article 22 de la CIM.

Article 12

Indications sur la lettre de voiture

§ 1. Pour les containers chargés, l'expéditeur doit inscrire sur la lettre de voiture, outre les mentions prévues par la CIM, les indications suivantes:

a) dans la colonne „Adresse ou marques et numéros”, le nom du chemin de fer qui a agréé le container, le numéro de celui-ci, le signe **[P]**, la tare en kilogrammes et la contenance en m³ ou en litres;

b) dans la colonne „Désignation de la marchandise”, après les indications relatives à la marchandise, la mention „chargée en container”.

§ 2. Pour les containers vides, l'expéditeur doit inscrire sur la lettre de voiture, outre les mentions prévues par la CIM, les indications suivantes:

a) dans la colonne „Adresse ou marques et numéros”, le nom du chemin de fer qui a agréé le container, le numéro de celui-ci, le signe **[P]**;

b) dans la colonne „Désignation de la marchandise”, la tare en kilogrammes, la mention „Container vide”.

Article 13

Retour à vide ou réutilisation

Après livraison du container et sauf accords spéciaux, le chemin de fer n'est pas obligé d'intervenir pour la remise au transport du container vide en retour ou du container réutilisé à charge.

Article 14

Remboursements

Les envois de containers vides ne peuvent être grevés de remboursements.

Article 15

Responsabilité en cas de dépassement du délai de livraison

Pour la responsabilité en cas de dépassement du délai de livraison, les chemins de fer peuvent, indépendamment des dispositions de la CIM, par accord spécial conclu avec le propriétaire du container, prévoir le paiement au propriétaire d'une indemnité particulière.

Internationaal Reglement betreffende het vervoer van particuliere wagens (RIP)

Artikel 1

Onderwerp en draagwijdte van het reglement

§ 1. Dit reglement is van toepassing op elk vervoer van ledige of beladen particuliere wagens, die overeenkomstig de bepalingen van artikel 2 tot het internationale verkeer zijn toegelaten en die onder de voorwaarden van het „Internationaal Verdrag betreffende het goederenvervoer per spoorweg (CIM)” ten vervoer worden aangeboden.

§ 2. Voorzover dit reglement geen bijzondere bepalingen bevat, zijn de andere voorschriften van de CIM van toepassing op het in § 1 bedoelde vervoer.

Artikel 2

Toelating van de wagens tot het internationale verkeer

Om tot het internationale verkeer te worden toegelaten moeten de wagens door een aan de CIM onderworpen spoorweg op naam van een natuurlijk persoon of rechtspersoon in zijn wagenpark worden opgenomen en door deze spoorweg van het onderscheidingsteken **P** worden voorzien.

In dit reglement wordt deze persoon, wiens naam op de wagen moet worden aangebracht, „particulier” genoemd.

Artikel 3

Gebruik van de wagens

De afzender mag de wagen slechts gebruiken voor het vervoer van goederen, waarvoor de wagen volgens de immatriculatie-overeenkomst geschikt is. De afzender alleen is aansprakelijk voor de gevolgen, die zouden voortvloeien uit het niet in acht nemen van deze bepaling.

Artikel 4

Bijzondere inrichtingen en apparaten

Indien de wagen met bijzondere inrichtingen of apparaten is uitgerust (koelapparaten, waterreservoirs, mechanische inrichtingen, enz.), rust op de afzender de verplichting de werking daarvan te verzekeren of te doen verzekeren. Deze verplichting gaat over op de geadresseerde, zodra deze gebruik heeft gemaakt van zijn rechten op grond van artikel 16 of van artikel 22 van de CIM.

Artikel 5

Aanbieding ten vervoer

§ 1. Het recht een wagen ten vervoer aan te bieden berust bij de particulier.

Iedere andere afzender van een ledige of beladen wagen moet aan het station van vertrek tegelijk met de vrachtbrief een van de particulier afkomstige machtiging overleggen, welke op meer dan een wagen betrekking kan hebben.

Deze machtiging is niet vereist, indien deze afzender de geadresseerde van de wagen was bij de voorafgaande zending en indien het station, vóór het sluiten van de nieuwe vervoerovereenkomst, per brief of per telegram geen verbod van de particulier heeft ontvangen om de wagen of enige wagens zonder zijn machtiging te verzenden.

§ 2. Behoudens tegengestelde opdracht van de particulier is de spoorweg bevoegd:

— iedere ledig aangekomen wagen, waarvan de belading binnen twee weken na de terbeschikkingstelling niet is begonnen,

— iedere beladen aangekomen wagen, die binnen een week na het einde van het lossen niet opnieuw wordt verzonden, ambtshalve en op kosten van de particulier naar zijn depotstation terug te zenden met een vrachtbrief ten name van en aan het adres van deze laatste.

Indien de spoorweg geen gebruik maakt van deze bevoegdheid, moet hij direct na afloop van de hierboven genoemde termijnen de particulier van de stand van zaken betreffende zijn wagen in kennis stellen; in dit geval mag de spoorweg de wagen niet binnen een week na de verzending van de mededeling aan de particulier ambtshalve terugzenden.

De bepalingen van deze paragraaf zijn niet van toepassing op wagens, die zich bevinden in het land van de spoorweg, die deze in zijn wagenpark heeft opgenomen, noch op wagens, die zich op particuliere spooransluitingen bevinden.

§ 3. De huurder, wiens naam met toestemming van de spoorweg, die de wagen in zijn wagenpark heeft opgenomen, op de wagen is vermeld, treedt voor wat betreft de uitvoering van de bepalingen van dit artikel van rechtswege in de rechten van de particulier.

Artikel 6

Aanduidingen op de vrachtbrief

§ 1. Behalve de door de CIM voorgeschreven aanduidingen moet de afzender op de vrachtbrief vermelden:

a) indien het een ledige wagen betreft: in de kolom „Omschrijving van het goed” de aanduiding „ledige particuliere wagen”; de bijzon-

dere kenmerken van de wagen dienen te worden vermeld in de rubriek „Wagens”;

b) indien het een beladen wagen betreft: in de kolom „Omschrijving van het goed” na de aard van het goed de woorden „geladen in een particuliere wagen”; de bijzondere kenmerken van de wagen dienen te worden vermeld in de rubriek „Wagens”.

§ 2. Indien de afzender van een ledige wagen een aanvullende waarborg van de leveringstermijn overeenkomstig de bepalingen van artikel 12 wenst te verkrijgen, moet hij in het vak „Verklaring omtrent de vervulling . . .” vermelden „Aanvullende waarborg van de leveringstermijn”.

Artikel 7

Remboursementen en voorschotten

§ 1. Zendingen ledige wagens mogen noch met remburseimenten noch met voorschotten worden belast.

§ 2. Zendingen beladen wagens mogen slechts met een remburseiment tot een bedrag van de waarde van het geladen goed worden belast.

Artikel 8

Aangifte van het belang bij de aflevering

§ 1. De aangifte van het belang bij de aflevering is bij zendingen ledige wagens niet toegestaan.

§ 2. De aangifte van het belang bij de aflevering geldt bij het vervoer van een beladen wagen slechts met betrekking tot het geladen goed.

Artikel 9

Schorsing van de leveringstermijn

§ 1. De leveringstermijn wordt niet alleen in de gevallen genoemd in artikel 11, § 7, van de CIM geschorst, maar ook gedurende de gehele onderbreking van het vervoer tengevolge van een beschadiging van de wagen, tenzij de spoorweg volgens de bepalingen van artikel 13 voor deze beschadiging aansprakelijk is.

§ 2. Wanneer het in de beschadigde wagen geladen goed wordt overgeladen in een andere wagen, begint de termijn ten aanzien van het goed weer te lopen vanaf het oogenblik, dat het op het punt van overlading kan worden doorgezonden.

Artikel 10

Vaststelling van een beschadiging van de wagen of van het verlies van onderdelen

§ 1. Wanneer een beschadiging van de wagen of een verlies van onderdelen door de spoorweg is ontdekt of wordt vermoed of door

de rechthebbende wordt beweerd, moet de spoorweg overeenkomstig de bepalingen van artikel 44 van de CIM een proces-verbaal opmaken, waarin de aard van de beschadiging of van het verlies en, voorzover mogelijk, de oorzaak en het tijdstip van ontstaan worden vermeld.

Dit proces-verbaal moet onverwijld aan de spoorweg, die de wagen in zijn wagenpark heeft opgenomen, worden gezonden, die er de particulier van in kennis moet stellen.

§ 2. Indien de wagen beladen is, moet, indien daartoe aanleiding bestaat, overeenkomstig de bepalingen van artikel 44 van de CIM een afzonderlijk proces-verbaal voor het goed worden opgemaakt.

Artikel 11

Beschadiging van een wagen, waardoor de voortzetting van het vervoer wordt verhinderd

§ 1. Wordt een ledig verzonden wagen zodanig beschadigd, dat hij niet verder kan worden vervoerd of voor belading ongeschikt is, dan moet het station, waar de beschadiging is vastgesteld, onverwijld en rechtstreeks telegrafisch aan de afzender instructies vragen. Is deze niet tevens de particulier, dan wordt aan laatstgenoemde een afschrift van dit telegram ter kennisneming gezonden.

Bij gebreke van instructies van de afzender binnen een tijdvak van acht dagen na de datum, waarop het telegram is verzonden, is de spoorweg bevoegd de wagen, na deze zo nodig voor ledig vervoer loopbaar te hebben gemaakt, ambtshalve naar zijn depotstation terug te zenden met een op naam van de particulier gestelde vrachtbrief. De redenen van de terugzending moeten in de vrachtbrief worden aangegeven in de kolom „Omschrijving van het goed”.

De zending wordt belast met de kosten van het vervoer en andere kosten, ontstaan tot aan het station, waar de wagen is opgehouden, de kosten van de toezending van de mededeling aan de afzender en eventueel aan de particulier, zomede die, welke voortvloeien uit het uitvoeren van de instructies van de afzender of uit de ambtshalve opzending van de wagen naar het depotstation.

§ 2. Indien tengevolge van beschadiging het vervoer van een beladen wagen niet kan worden voortgezet en lossing noodzakelijk is, zijn de bepalingen van § 1 van toepassing op de ledige wagen.

§ 3. De spoorweg kan, zonder instructies te behoeven vragen, herstellingen tot een waarde van 300 goudfranken uitvoeren, teneinde de voortzetting van het vervoer van een ledige of een beladen wagen mogelijk te maken, zonder dat hiermede een oordeel wordt uitgesproken omtrent de aansprakelijkheid.

§ 4. De huurder, wiens naam met toestemming van de spoorweg, die de wagen in zijn wagenpark heeft opgenomen, op de wagen is

vermeld, treedt voor wat betreft de uitvoering van de bepalingen van dit artikel van rechtswege in de rechten van de particulier.

Artikel 12

Bedrag van de schadevergoeding wegens overschrijding van de leveringstermijn

§ 1. Indien de spoorweg aansprakelijk is voor een overschrijding van de leveringstermijn van een ledige of beladen wagen, is hij verplicht de rechthebbende een vaste schadevergoeding te betalen van 2 franken voor elke dag vertraging of gedeelte daarvan, onafhankelijk van de eventueel verschuldigde schadevergoeding voor de overschrijding van de leveringstermijn van het geladen goed.

§ 2. De afzender van een ledige wagen kan een aanvullende waarborg tegen overschrijding van de leveringstermijn vragen. In dat geval wordt een premie van 1 frank voor elke 100 km of gedeelte daarvan, met een minimum van 10 franken, geheven. De vaste schadevergoeding wordt in dat geval gebracht op 4 franken per dag; het totaal van de uitgekeerde schadevergoeding kan evenwel niet lager zijn dan de voor de aanvullende waarborg geheven premie.

§ 3. Indien de overschrijding van de leveringstermijn te wijten is aan opzet of grove schuld van de spoorweg, wordt het bedrag van de vaste schadevergoeding gebracht op 4 franken per dag.

Artikel 13

Aansprakelijkheid van de spoorweg in geval van verlies of beschadiging van de wagen of van zijn onderdelen

§ 1. De spoorweg is aansprakelijk voor verlies of beschadiging van de wagen of van zijn onderdelen, ontstaan tussen de aanneming ten vervoer en de aflevering, tenzij hij bewijst, dat de schade niet aan zijn schuld is te wijten.

§ 2. In geval van verlies van de wagen wordt de schadevergoeding beperkt tot de waarde van de wagen; de richtlijnen, volgens welke de waarde wordt bepaald, worden in de immatriculatie-overeenkomst vastgelegd.

In geval van beschadiging wordt de schadevergoeding berekend volgens de bepalingen van de immatriculatie-overeenkomst.

§ 3. In geval van verlies of beschadiging van losse wagenonderdelen is de spoorweg slechts aansprakelijk, indien de onderdelen op beide zijden van de wagen zijn vermeld. De spoorweg aanvaardt geen enkele aansprakelijkheid voor verlies of beschadiging van losse uitrustingsstukken.

§ 4. Tenzij de rechthebbende bewijst, dat de schade is veroorzaakt door schuld van de spoorweg, is deze slechts aansprakelijk voor:

— schade aan aardewerk, glaswerk, enz., indien deze schade samenhangt met een andere beschadiging van de wagen, waarvoor de spoorweg krachtens de voorgaande bepalingen aansprakelijk is;

— schade aan houders met een binnenbekleding (email, eboniet, enz.), indien de houder sporen van uitwendige beschadigingen vertoont, waarvoor de spoorweg krachtens de voorgaande bepalingen aansprakelijk is.

§ 5. De particulier treedt voor wat betreft het recht op schadevergoeding van rechtswege in de rechten van de afzender of van de geadresseerde. Vorderingen buiten rechte kunnen slechts aanhangig worden gemaakt bij de spoorweg, die de wagen in zijn wagenpark heeft opgenomen, en vorderingen in rechte kunnen slechts worden ingesteld tegen deze spoorweg, die in dat geval van rechtswege in de rechten treedt van de spoorweg, die aansprakelijk is.

Artikel 14

Vermoeden van verlies van de wagen. Terugvinden van de wagen

§ 1. De wagen wordt als verloren beschouwd, wanneer hij niet binnen zes maanden na afloop van de leveringstermijn ter beschikking van de geadresseerde kan worden gesteld.

Deze termijn wordt verlengd met de tijd, gedurende welke de wagen niet kan worden gebruikt tengevolge van enige niet aan de spoorweg te wijten oorzaak of tengevolge van beschadiging.

§ 2. Indien de als verloren beschouwde wagen wordt teruggevonden na de betaling van de schadevergoeding, kan de particulier binnen zes maanden, nadat hij daarover bericht van de spoorweg, die de wagen in zijn wagenpark heeft opgenomen, heeft ontvangen, eisen, dat de wagen hem kosteloos op het depotstation tegen terugbetaling van de schadevergoeding ter beschikking wordt gesteld.

Artikel 15

Beslaglegging

Op particuliere wagens, alsmede op voorwerpen van allerlei aard, die voor het vervoer worden gebruikt, zich in dat materieel bevinden en aan de eigenaar van de wagen toebehoren, kan op het grondgebied van een andere Staat dan die, waar de eigenaar is gevestigd, slechts beslag worden gelegd krachtens een rechterlijk vonnis in laatstgenoemde Staat.

**Internationaal Reglement betreffende het vervoer
van laadkisten (RiCo)**

HOOFDSTUK I

Algemeen

Artikel 1

Onderwerp en draagwijdte van het reglement

§ 1. Dit reglement is van toepassing op het vervoer van laadkisten, toebehorende aan de spoorweg of toebehorende aan particulieren (natuurlijk persoon of rechtspersoon) en door de spoorweg toegelaten, die ten vervoer worden aangeboden onder de voorwaarden van het „Internationaal Verdrag betreffende het goederenvervoer per spoorweg (CIM)“.

§ 2. Als laadkisten in de zin van dit reglement worden beschouwd technische hulpmiddelen (kisten, kratten, ketels, enz.), die zijn gebouwd teneinde het vervoer van goederen van huis tot huis hetzij per spoorweg alleen, hetzij per gemengd vervoer van spoorweg en andere vervoermiddelen, te vergemakkelijken.

Artikel 2

Algemene bepalingen

§ 1. Voorzover de tarieven niets anders bepalen, kan de inhoud van een laadkist slechts het onderwerp van één vervoerovereenkomst uitmaken.

§ 2. Indien in dit reglement geen bijzondere bepalingen voorkomen, zijn de andere voorschriften van de CIM van toepassing op het vervoer van ledige of beladen laadkisten.

Artikel 3

Afhalen of bestellen

Voor zendingen, die door de spoorweg van huis worden afgehaald of aan huis worden bezorgd, wordt de vervoerovereenkomst ten huize van de afzender gesloten en ten huize van de geadresseerde beëindigd.

HOOFDSTUK II

Laadkisten, die aan de spoorweg toebehoren

Artikel 4

Verstrekking. Vergoeding

De laadkisten worden door de spoorweg binnen de grenzen van het mogelijke aan de afzenders ter beschikking gesteld. Voor het gebruik van de laadkisten kan een vergoeding worden geheven, waarvan het bedrag wordt vastgesteld bij de tarieven of de reglementen.

Artikel 5

Aanduidingen op de vrachtbrief

Behalve de door de CIM voorgeschreven aanduidingen moet de afzender op de vrachtbrief vermelden:

- a) in de kolom „Adres of merken en nummers”, de naam van de spoorweg, die eigenaar is van de laadkist, het nummer, het eigengewicht in kilogrammen en de inhoud in kubieke meters of in liters;
- b) in de kolom „Omschrijving van het goed”, na de aanduidingen betreffende het goed de vermelding „geladen in een laadkist”.

Voor de bepaling van het eigengewicht van de laadkisten wordt niet medegerekend het gewicht van de inwendige losse bijzondere inrichtingen, die dienen voor de verpakking of de bevestiging van het goed.

Artikel 6

Terbeschikkingstelling, teruggave, behandeling

De tarieven of reglementen bepalen de voorwaarden, waaronder de laadkisten ter beschikking worden gesteld, de termijn waarbinnen zij moeten worden teruggegeven, de vergoedingen, die worden geheven, wanneer deze termijn niet in acht is genomen, alsmede de voorwaarden, waaronder het laden en het lossen dienen plaats te vinden.

Het laden omvat niet alleen het op de wagen zetten, maar ook de daarbij behorende handelingen, met name het vastzetten van de laadkisten.

Artikel 7

Reiniging

De geadresseerde is verplicht de laadkisten na het lossen te reinigen. Wanneer de laadkisten ongereinigd aan de spoorweg worden teruggegeven, is deze laatste gerechtigd de betaling te eisen van een vergoeding, waarvan het bedrag wordt vastgesteld bij de tarieven of reglementen.

Artikel 8

Het opnieuw gebruiken

Beladen afgeleverde laadkisten mogen door de geadresseerden slechts met toestemming van de spoorweg van bestemming voor nieuwe vervoeren worden gebruikt.

Artikel 9

Verlies en beschadiging

§ 1. Hij, die van de spoorweg een ledige of beladen laadkist aanneemt, is verplicht de staat, waarin de laadkist zich bevindt op het ogenblik, waarop deze hem ter beschikking wordt gesteld, vast te stellen; hij is aansprakelijk voor alle beschadigingen, die bij de teruggave van de laadkist aan de spoorweg blijken en die bij de terbeschikkingstelling niet zijn gemeld, tenzij hij bewijst, dat de beschadigingen reeds bestonden, toen de laadkist hem ter beschikking werd gesteld, of voortvloeien uit omstandigheden, die hij niet kon vermijden en waarvan hij de gevolgen niet kon ondervangen.

§ 2. De afzender is aansprakelijk voor het verlies of de beschadiging van een laadkist, die tijdens de uitvoering van de vervoerovereenkomst is ontstaan, wanneer dit verlies of deze beschadiging te wijten is aan zijn schuld of aan die van zijn ondergeschikten.

§ 3. Wanneer de laadkist niet binnen dertig dagen na de dag, waarop hij ter beschikking is gesteld, wordt teruggegeven, kan de spoorweg hem als verloren beschouwen en betaling van de waarde eisen.

HOOFDSTUK III

Laadkisten, die aan particulieren toebehoren

Artikel 10

Toelating tot het verkeer

Om te worden toegelaten tot het internationale verkeer, moeten de aan particulieren toebehorende laadkisten zijn aanvaard door een aan de CIM onderworpen spoorweg, door die spoorweg van het onderscheidingsteken **P** zijn voorzien en, voorzover hun bouw en hun opschriften betreft, aan de voor dat doel opgestelde voorschriften voldoen.

Artikel 11

Bijzondere inrichtingen

Indien particuliere laadkisten zijn uitgerust met bijzondere inrichtingen of installaties (koelapparaten, waterreservoirs, mechanische inrichtingen, enz.), rust op de afzender de verplichting de werking daarvan te verzekeren of te doen verzekeren. Deze verplichting gaat over op de geadresseerde, zodra deze gebruik heeft gemaakt van zijn rechten op grond van artikel 16 of van artikel 22 van de CIM.

Artikel 12

Aanduidingen op de vrachtbrief

§ 1. Voor beladen laadkisten moet de afzender, behalve de door de CIM voorgeschreven aanduidingen, op de vrachtbrief vermelden:

a) in de kolom „Adres of merken en nummers” de naam van de spoorweg, die de laadkist heeft toegelaten, het nummer van de laadkist, het teken **[P]**, het eigengewicht in kilogrammen en de inhoud in kubieke meters of in liters;

b) in de kolom „Omschrijving van het goed” na de aanduidingen betreffende het goed de vermelding „geladen in een laadkist”.

§ 2. Voor ledige laadkisten moet de afzender, behalve de door de CIM voorgeschreven aanduidingen, op de vrachtbrief vermelden:

a) in de kolom „Adres of merken en nummers” de naam van de spoorweg, die de laadkist heeft toegelaten, het nummer van de laadkist, het teken **[P]** ;

b) in de kolom „Omschrijving van het goed”, het eigengewicht in kilogrammen, de vermelding „ledige laadkist”.

Artikel 13

Ledig terugzenden of opnieuw gebruiken

Behoudens bijzondere overeenkomsten is de spoorweg, nadat hij de laadkist heeft afgeleverd, niet verplicht er zorg voor te dragen, dat de ledig terug te zenden of opnieuw beladen laadkist ten vervoer wordt aangeboden.

Artikel 14

Remboursementen

Zendingen ledige laadkisten mogen niet met remburseimenten worden belast.

Artikel 15

Aansprakelijkheid ingeval van overschrijding van de leveringstermijn

De spoorwegen kunnen met betrekking tot de aansprakelijkheid in geval van overschrijding van de leveringstermijn onafhankelijk van de bepalingen van de CIM bij bijzondere met de eigenaar van de laadkist te sluiten overeenkomst de betaling van een bijzondere schadevergoeding aan de eigenaar vaststellen.

Uitgegeven de zevende mei 1956.

De Minister van Buitenlandse Zaken,
J. W. BEYEN.